

Démission du secrétaire général de la préfecture 35. L'intéressé s'explique :

Je n'en pouvais plus. J'étais responsable de trop de saloperies.

En 2012, j'ai été muté à la préfecture d'Ille-et-Vilaine.
On m'avait dit que le service des étrangers était très désorganisé
et faisait n'importe quoi. Des rumeurs horribles circulaient
sur les pratiques plus qu'illégales dans le service.

Alors je me suis dit : *« bon, Robert, comment faire en sorte
que le service des étrangers retrouve son honneur ?
Je balance tout aux médias ou je renforce la xénophobie ? ».*

Soucieux de faire le bon choix,
j'ai appelé le gourou Manuel qui venait d'arriver au Ministère de
l'Intérieur
avec 6% des voix aux élections primaires du Parti socialiste –
ce qui nous a fait avoir un gros fou rire –
et il m'a dit : *« Robert, notre décision est prise, ce sera la
xénophobie :
le changement ne concernera pas la politique d'immigration ».*
J'ai pas bien compris ce qu'il m'a dit mais j'ai pas eu le temps de lui
dire
parce qu'il y avait un Rom intégré qui passait à la télé
et Manuel voulait voir ça de plus près.

Livré à moi-même, j'ai pris la décision de jouer la xénophobie
parce que le mot avait l'air de plaire à Manuel et moi,
comme bien des gens qui n'aiment pas Rome, j'aime bien Manuel.

D'abord, j'ai repensé la loi française sur l'immigration
pour l'adapter au contexte breton...ou gallo, je ne sais plus.

*La loi dit que les étrangers doivent seulement fournir des indications
relatives à l'état civil pour retirer un dossier de demande de
régularisation ?*

Rien à foutre ! Je me suis mis à exiger un passeport ou un acte de naissance légalisé à tous les étrangers qui voulaient faire une demande à Rennes !

La loi dit que les étrangers (très) malades ont le droit de demander des papiers pour pouvoir être soignés en France quand ils ne peuvent pas accéder aux traitements dans leur pays de merde ?

Rien à foutre ! J'ai arrêté de délivrer des dossiers médicaux pendant plusieurs mois à Rennes, même aux handicapés !

La loi dit que, si tu ne peux pas renouveler ta carte de séjour dans les temps ou obtenir un récépissé, tu perds ton travail, toute allocation ou d'autres trucs d'assistés ?

Rien à foutre ! Je me suis mis à tellement compliquer les renouvellements de titre de séjour que des étrangers ont perdu leur travail en CDI ou leur allocation adulte handicapé !

La loi définit un certain nombre de pièces justificatives pour faire une demande de régularisation ?

Rien à foutre ! J'ai commencé à demander des justificatifs qu'on ne demande pas dans d'autres préfectures et qu'on demandait jamais avant que j'arrive !

Là où j'ai poussé un peu loin, c'est quand je me suis mis à demander, pour les parents d'enfants français, un jugement d'un tribunal qui prouvait que les parents d'un enfant étaient bien ses parents.
Vous auriez vu la gueule des parents !

Bien sûr, y avait des étrangers qui râlaient et qui s'énervaient. Alors, quand ça chauffait trop, je descendais moi-même pour leur dire de se casser si ça ne leur plaisait pas et, des fois même, je faisais venir la police pour les embarquer. Et je les menaçais de porter plainte, histoire de leur faire flipper leur race !

Il faut que je vous dise que ce n'est pas Manuel qui m'a tout appris. Avant, je travaillais pour Nicolas et on pouvait dire « *Casse toi pov' con !* » à n'importe qui. C'est ce que je regrette un peu chez Manuel : à force de boire que du rhum, il a la xénophobie trop sélective.

Il restait un dernier problème à régler afin d'inscrire mon nom dans l'Histoire des plus grands préfets de Bretagne :
déguster les étrangers de venir dans « *ma préfecture* »
(c'est comme ça que je me suis mis à appeler mon lieu de travail).

*Parce qu'on dira ce qu'on voudra mais, la xénophobie,
s'il n'y avait plus d'étrangers, ben il n'y en aurait plus !*

Un jour, je cherchais du PQ et j'ai trouvé dans un tiroir la Charte Marianne qui définit les principes d'un bon service public.
Ça m'a coupé l'envie mais j'ai décidé de la lire
parce que je voulais voir ce qu'il ne fallait pas faire pour être détesté.

La Charte dit qu'il faut faciliter l'accès au service public.

Qu'à cela ne tienne :

j'ai supprimé la possibilité de joindre le service des étrangers par
téléphone,

j'ai réduit les horaires du service des étrangers à 6 h par semaine
pour toutes les nouvelles personnes ou pour toute démarche
ponctuelle,

j'ai instauré un renouvellement des titres de séjour que par Internet
(histoire d'obliger les étrangers à avoir un ordinateur comme moi),
je me suis mis à modifier régulièrement le système d'accueil
sans en avertir les étrangers et sans rien leur expliquer
(et tout en leur mettant une amende de 180 euros dès qu'ils avaient
du retard dans le renouvellement de leur titre de séjour).

La Charte dit aussi qu'il faut un accueil attentif et courtois.

Qu'à cela ne tienne :

j'ai allongé les files d'attente grâce à la baisse des horaires,
j'ai interdit qu'ils rentrent dans la préfecture pour attendre,
j'ai consolidé un système de file d'attente qui les empêche
de se mettre à l'abri (même quand il pleut et qu'il fait froid),
j'ai renforcé un pré-accueil qui se tape tout le boulot lorsqu'il faut
décourager

un étranger de venir faire une demande de régularisation.

*Tout ça a vite bien marché puisque j'ai réussi à diminuer le nombre
de régularisations alors qu'il augmentait au niveau national !*

Seulement voilà : ça a commencé à gueuler dans le Landerneau !
En effet, dans les pays sous-développés comme la Bretagne galleuse,
il y a des associations et autres collectifs de pouilleux.

Dans un premier temps, j'ai sorti l'artillerie lourde.
J'ai fait arrêter par la police une délégation d'un collectif que je venais
de recevoir alors qu'il manifestait dans « *ma préfecture* ».
Comme toujours chez les ploucs, ça a jasé alors je me suis un peu
calmé.

Et puis, là, voilà-t-y pas que c'est tout le secteur associatif
qui se met à dénoncer mes saloperies.

J'ai réécouté ma chanson préférée (« Vous n'aurez pas ma liberté de
penser »)
et j'ai mis le paquet.

J'ai fait poser dans « *ma préfecture* » des affiches exigeant la
présentation
d'une pièce d'identité pour toute personne qui accompagne une
personne étrangère – même aux avocats – et j'ai photocopié les pièces
d'identité.

J'ai prétexté Vigipirate mais les ploucs n'y ont pas cru alors j'ai
changé le prétexte (j'ai dit que c'était « *pour la sécurité des titres et
des personnes* », le truc qui veut rien dire mais que comprend un
breton ou un gallo) et j'ai fait poser l'affiche dans les autres services
de la préfecture pour montrer que je n'étais pas xénophobe.

La gueule des bénévoles qui viennent à la préfecture depuis des
années
et qui, d'un coup, doivent justifier leur identité !

Mais ces merdeux se sont encore énervés ! Des manifs, des
occupations,
des tas d'organisations contre moi car le bre-gallo est solidaire en
plus !

Y a même un juge des référés qui est venu voir
ce qui se passait dans mes guichets ! La classe !

Alors j'ai enchaîné. J'ai porté plainte ou menacé de le faire.
J'ai injurié une militante

(bon, je me suis excusé mais en disant que ça ne pouvait pas être moi...).

Pendant une occupation de « *ma préfecture* » par un collectif de teigneux,

j'ai même accepté qu'on n'ouvre pas le service des étrangers !

Juste pour faire chier le collectif de neuneus ! Et ça a marché !

Y a quelques étrangers qui leur ont demandé d'arrêter de manifester !

La gueule des militants !

Ce qui me pousse aujourd'hui à démissionner,

c'est que je suis tenté d'aller plus loin.

Quand on en est là et quand on se sent aussi libre dans la xénophobie, ça devient dangereux.

Y en a qui disent que je fais monter le Front National mais, moi, je suis républicain, je veux pas que le FN arrive au pouvoir.

Oui à la xénophobie mais avec un label « de gauche » !

On me dira qu'il ne faut pas que j'angoisse trop,

que, mise à part une minorité d'excités, tout le monde s'en fout de la xénophobie qui règne dans l'accès au service public.

C'est le côté rigolo de la démocratie : on peut l'ouvrir mais on la ferme.

Bref, je démissionne parce que c'est trop facile

et j'ai peur que l'Histoire finisse par (mal) me juger.

C'est toujours comme ça que ça finit quand la xénophobie triomphe !

Votre secrétaire général républicain